

Décroissance de l'argent, monnaies de la décroissance

Michel LEPESANT

Séminaire du 24 mai 2013





Par quel paradoxe ou provocation les décroissants défendent-ils les projets de monnaie locale complémentaire (MLC) comme l'une des alternatives concrètes les plus prometteuses pour une transformation sociale, écologique et démocratique ? Car le monde dont ils veulent sortir n'est-il pas le monde de la « banalisation de l'argent » ?

Pour répondre à ces deux questions, nous courrons deux lièvres à la fois : 1/ Décrire les principaux mécanismes d'une Monnaie Locale Complémentaire (convertibilité, reconversion, critères éthiques, relocalisation, bassin de vie, crédit solidaire, fonte, usages du fonds de réserve, complémentarité avec d'autres outils de la finance solidaire...) en les répartissant dans ce que nous allons appeler « les trois âges d'une monnaie locale complémentaire ». 2/ S'interroger sur l'intérêt politique de tels projets pour la décroissance définie comme « trajet d'une société de croissance à des sociétés d'a-croissance ».

1. Monnaies locales, projets politiques

D'une façon générale, il faut accepter de s'interroger sur l'intérêt politique que les décroissants portent aux expérimentations locales : à quelles conditions politiques peuvent-elles avoir une portée ?

- Pour ne pas succomber à l'illusion que le préalable politique de tout changement social serait la conquête des pouvoirs institutionnels, les décroissants adoptent une stratégie de sortie du productivisme qui doit à *la fois* être lente et sans attendre. A quoi servirait-il de prôner la lenteur si les utopies sont renvoyées, une fois de plus, au lendemain ? (Autant alors se replier dans la politique d'accompagnement)
- Pas question pour autant de succomber au péché politique de la suffisance. Les expérimentations minoritaires – même dans une stratégie de basculement par la puissance des minorités plutôt que dans celle du renversement par le pouvoir de la majorité – ne peuvent espérer seules provoquer une majorité culturelle sans une articulation avec un véritable travail idéologique (nouveau paradigme) et une réelle visibilité politique (en tant que « mouvement » pour mener une « guerre de mouvement » - A. Gramsci). Cet « appel à l'aide » des expérimentations minoritaires aux « superstructures » idéologiques et politiques se fait à une impérieuse condition : que le travail du projet comme la pratique politique s'accomplissent eux aussi de façon ascendante (les alternatives concrètes pourront s'éviter ainsi d'être bêtement anti-intello ou anti-élections).

D'une façon plus particulière, mais en restant au sein de ce « cadre politique », nous devons nous demander :



- si une **monnaie** peut être moins que de l'argent (et comme c'est moins, c'est mieux) : argent pour échanger ou monnaie pour partager ? S'agit-il de viser une « autre » abondance ou une « autre » rareté ?
- si la **localité** des monnaies locales complémentaires est la bonne échelle pour se réapproprier l'usage de la monnaie, une échelle humaine : l'endogénéisation de la monnaie locale complémentaire suffit-elle à échapper à la « banalisation de l'argent » ?
- si la **complémentarité** qui débute par une relation de subsidiarité avec l'euro peut et doit se donner pour horizon de devenir une « alternative » en rupture avec l'euro : une monnaie locale complémentaire doit-elle rester une monnaie gagée ou non ?

Sans ambiguïté, nous espérons montrer *que l'idéal d'une société sans argent ne signifie pas l'illusion d'une société sans monnaies*. Ce qui revient, *politiquement*, à remettre l'économie à sa place ; *méthodologiquement*, à ré-encastrier l'économie dans l'anthropologie. Ces remises en place peuvent s'inscrire dans le cadre général d'une ambition décroissante : préférer le *circuit* des personnes à la *circulation* des marchandises, rejeter le gain comme seule motivation sociale, revendiquer une maîtrise *commune* des usages plutôt qu'un droit de propriété *privée*. Préférer le *partage* (avec ceux qui n'ont pas) à l'*échange* (réservé à ceux qui ont).

2. De l'argent qui n'est pas que de l'euro

Dans son enfance, une monnaie locale complémentaire, c'est juste un moyen de paiement, relocalisé dans un bassin de vie, défini par trois mécanismes : la conversion, la reconversion et la convention éthique qui lie les prestataires.

Enjeu : la conversion de l'euro en monnaie locale complémentaire permet d'amorcer la pompe du circuit des utilisateurs et rassure les premiers prestataires mais les mécanismes de reconversion et de convention éthique n'aboutissent-ils pas à produire un effet contre-productif ?

Problème 1 :

- Si une monnaie locale complémentaire c'est de l'euro, il n'y a pas de différence avec l'euro et un projet de monnaie locale complémentaire semble inutile. La « relocalisation » suffit-elle à rendre une monnaie locale complémentaire utile ?



- Mais si une monnaie locale complémentaire ce n'est pas de l'euro, il n'y a pas de confiance de départ et un projet de monnaie locale semble impossible. On en déduit qu'une monnaie locale doit être « complémentaire », mais alors quelle peut-être son autonomie ?

2.1 Une monnaie locale complémentaire c'est de l'euro : quelle conversion pour quelle complémentarité ?

Sur un « bassin de vie » (c'est-à-dire un territoire plus ou moins artificiellement et/ou naturellement défini), les monnaies locales complémentaires « endogénéisent les flux monétaires et financiers au sein d'un territoire ou d'un réseau¹.» C'est autant d'argent dont on peut retrouver une maîtrise « citoyenne ». On fait en monnaie locale complémentaire, ce qu'on peut faire avec de l'euro : payer. Mais ce dont on ne peut pas vraiment avoir le contrôle quand la circulation est globale, on le fait à une échelle locale, à une échelle à hauteur d'homme. Cette complémentarité s'effectue par la conversion : 1 € = 1 mlc. Ce qui permet aux monnaies locales complémentaires de s'adosser ainsi de façon comptable au système monétaire en place : une monnaie locale complémentaire, c'est légal².

Cette complémentarité ne se contente pas de mettre à l'écart mais opère un doublement « magique » de la masse monétaire : consommation en monnaie locale complémentaire et épargne en euro. La même unité monétaire est, en même temps, consommée en monnaie locale complémentaire et épargnée en euros. Les euros sont déposés sur un « fonds de réserve » que l'on appelle aussi un « fonds de garantie », en général placé à la Nef.

Ce mécanisme est le seul mécanisme qui rapproche aujourd'hui tous les projets de monnaie locale complémentaire autant en Europe (le *Bristol Pound*³ en Angleterre, le *Chiemgauer*⁴ en Allemagne qu'en France (le réseau des monnaies locales complémentaires et le réseau Sol). Tous les mécanismes suivants constituent des options pour le buisson des expérimentations monétaires.

2.2 Une monnaie locale complémentaire, c'est encore de l'euro : quelle reconversion pour quelle autonomie ?

¹ Jean-Michel Servet, *Le grand renversement*, DDB, Paris, 2010, p.214.

² <http://monnaie-locale-complementaire.net/legalite-mlc/> La « légalité » aujourd'hui est davantage une « tolérance » qu'une reconnaissance officielle par les autorités monétaires françaises.

³ <http://bristolpound.org/faqs>

⁴ <http://www.chiemgauer.info/>



Cette complémentarité avec l'euro ne se contente pas de mettre à l'écart des échanges commerciaux mais opère un doublement « magique » de la masse monétaire : consommation en monnaie locale complémentaire et épargne en euro. La même unité monétaire est, *en même temps*, consommée en monnaie locale complémentaire et épargnée en euros. Les euros sont déposés sur un « fonds de réserve » que l'on appelle aussi un « fonds de garantie », en général placé à la Nef.

Se pose alors la question du « retour » de la monnaie locale complémentaire vers l'euro. Si la reconversion est permise à tous les adhérents, sans « pénalité » de reconversion, on voit bien qu'on peut se demander alors quelle peut être l'autonomie réelle d'une monnaie locale complémentaire par rapport à l'euro ? Il y a là une source de *tension* car dans l'esprit « alternatif » de la monnaie, la reconversion « ce n'est pas du jeu ». Raisonement par l'absurde : quel serait l'intérêt d'une monnaie locale complémentaire qui autoriserait sans aucune contrainte la reconversion ? Elle n'aurait qu'un « effet de label » ; certes intéressant mais quel intérêt pour cela de passer par la forme « coupon » : ne suffirait-il pas de créer une certification « alternative » ? Dans ce cas, pourquoi s'embêter à créer un « monopoly » au lieu de se contenter de publier régulièrement un annuaire des prestataires (commerçants, associations, producteurs, professions libérales...) ?

Voilà donc un premier embranchement : certaines monnaies locales complémentaires réservent la reconversion aux seuls prestataires et d'autres l'ouvrent aussi aux utilisateurs. Mais toutes font « payer » cette reconversion ; la justification peut être « économique » (abonder un fonds de soutien ou participer au financement de l'association) ou « symbolique » (ce n'est « pas du jeu » de revenir au circuit incontrôlable de l'euro).

2.3 Mais une monnaie locale complémentaire, ce n'est pas que de l'euro : convention et charte

Sans se cacher le besoin pragmatique de s'adosser à l'euro pour démarrer un projet de monnaie locale complémentaire – et dans ce cas on vise à « attirer » des prestataires – il n'empêche qu'il faut aussi « attirer » des utilisateurs.

- Une solution peut-elle consister à adopter des procédés immédiats de facilitation de paiement (carte à puce et téléphone mobile) ? Oui si le but d'un projet de monnaie locale complémentaire est seulement de redynamiser une économie locale ; mais ce but peut-il donner le moindre sens ?



- Pour « attirer » des utilisateurs, quel pourrait être l'effet d'une prime à la conversion⁵ ? Il faudrait que le montant soit significatif (entre 5 et 10 %). Mais comment le « garantir » ? On peut imaginer qu'une institution territoriale (commune ou communauté de commune) pourrait financer un tel bonus (mais combien de temps ? L'expérience arrêtée du NU à Rotterdam semble en prouver les limites). Le taux du bonus pourrait être celui du taux de reconversion (ce serait ainsi l'ensemble des prestataires qui offrirait le bonus ; sur le modèle du Cigalonde. Mais cela ne suppose-t-il pas une solidarité des prestataires qui ne pourrait être obtenue que sur la convergence de leurs buts, qui dans ce cas, le plus petit dénominateur commun faisant son office d'appauvrissement « politique », ne pourrait être que l'aubaine économique : est-ce le but affiché des projets de monnaie locale complémentaire ?). Une autre solution serait de refuser de « garantir » le surplus (mais au premier âge d'une monnaie locale complémentaire, cela semble impensable.
- Ces deux solutions restent dans la logique du « pouvoir d'achat » et résument les problèmes de l'argent au seul manque de « liquidité ».

Concrètement, (presque) tous les projets français de monnaie locale complémentaire qui naissent depuis 2010 ajoutent un « sens politique » qui se traduit par le « tri » des prestataires en fonction d'un certain nombre de clauses – critères, défis... - qui aboutissent à « limiter » le domaine d'usage d'une monnaie locale complémentaire. : *« Aujourd'hui, contrairement aux expériences des années 30, l'augmentation du pouvoir d'achat n'est pas l'objectif des créateurs des monnaies locales. Ils se retrouvent tous, au contraire, sur le constat d'un système économique malade, incapable de résoudre les crises écologique et sociale actuelles, et sur le rôle de la finance débridée qui semble dicter sa loi. Ils s'interrogent aussi sur la pertinence de la politique monétaire européenne, qui vise à limiter l'inflation, quel qu'en soit le prix en termes d'emplois », Age de Faire*, dans le numéro spécial de mai 2013.

C'est de là que vient la particularité d'avoir des monnaies locales complémentaires avec charte et critères écologiques et sociaux, à la différence des expériences étrangères telles que le Bristol Pound ou le Chiemgauer. La consommation en monnaie locale complémentaire se veut « éthique » : c'est en cela qu'une monnaie locale complémentaire ce n'est pas que de l'euro.

⁵ Une prime à la conversion serait accordée à tous les utilisateurs ; à la différence d'une « conversion bonifiée » qui serait réservée à certains utilisateurs, bonification qui pourrait être financée par un apport extérieur à l'association.



Pour les projets de monnaie locale complémentaire, il y a là de nouveaux embranchements suivant les façons de définir ces critères⁶ (critères d'inclusion et/ou critères d'exclusion) et/ou ces « défis » (sur le modèle de l'Eusko, la monnaie du pays basque français) : toutes ces distinctions se fondent sur une Charte propre à chaque projet.

Mais **dans les faits**, les projets français de monnaie locale complémentaire rencontrent beaucoup moins de difficulté à démarcher des prestataires (peut-être, dans un premier temps, par un effet d'aubaine) qu'à entraîner des utilisateurs.

3. De l'argent qui n'est pas que de l'argent

Un projet de monnaie locale complémentaire peut-il se suffire de ne proposer qu'un « autre paiement » ? Car traditionnellement les économistes définissent d'autres « utilisations » pour une monnaie : le crédit, la thésaurisation... Les monnaies locales complémentaires peuvent-elles se le permettre ?

Enjeu : la relocalisation opérée par une monnaie locale complémentaire suffit-elle à lui donner du sens ? A quoi sert-il d'ajouter des critères et des références à des « valeurs »⁷ si les mécanismes de relocalisation sont suffisants pour abonder le sens d'une monnaie locale complémentaire ?

Problème 2 : Il faut affronter la difficulté de trouver des utilisateurs, même au sein du premier cercle des convaincus multicartes associatifs. Ce problème est celui du « faire sens » et du « faire nombre ». Il ne s'agit pas de trancher en faveur de l'un en écartant l'autre, il s'agit de se demander pragmatiquement au quel il faut donner priorité pour ne surtout pas sacrifier l'autre ?

3.1 Une monnaie locale complémentaire c'est de l'argent : relocaliser l'économie ou protéger la proximité ?

D'accord pour valider l'endogénéisation de l'argent par une monnaie locale complémentaire : ce qui est dépensé en monnaie locale complémentaire n'est pas dépensé en euro et surtout les monnaies locales complémentaires reçues par le prestataire, si elles ne sont pas converties, restent à 100% dans le circuit des monnaies locales complémentaires

⁶ <http://monnaie-locale-complementaire.net/atelier-1/>

⁷ Manifeste des MLC : <http://monnaie-locale-complementaire.net/manifeste-mlc/>.



(au lieu des 20% estimés quand l'échange se fait en euro⁸). Mais cela suffit-il à valider ce que beaucoup de projets de monnaie locale complémentaire mettent en avant : la « redynamisation de l'économie locale » ? S'agit-il de « dynamiser » l'économie locale ou bien de la « protéger » ?

« Protéger cette "économie de proximité" qui contribue à maintenir une partie du tissu social – non pas, bien sûr, parce qu'elle est une économie, mais précisément parce qu'elle est de proximité.⁹ » L'idée est de protéger le circuit en monnaie locale complémentaire de ses « fuites » vers l'euro. Le but visé semble donc de privilégier non pas tant la circulation (car même si une monnaie locale complémentaire tournait trois fois plus vite, on ne voit pas en quoi le moindre besoin en serait davantage satisfait – sauf à faire du chauvinisme un besoin !) que la satisfaction des besoins. C'est pourquoi la « reconversion » s'accompagne du paiement par le prestataire d'une contribution : il s'agit bien de « pénaliser » pour signifier que la reconversion est « anormale » car normalement les monnaies locales complémentaires ne devraient pas revenir dans le circuit de l'euro.

La priorité accordée à la proximité sur l'économie nous permet alors de comprendre que même si l'économie locale était florissante et même s'il n'y avait nul besoin de la redynamiser, il y aurait encore besoin de monnaie locale complémentaire : pour écarter, pour protéger. C'est pour cela que cette relocalisation doit passer par des signes visibles, des marqueurs de reconnaissance, des marques symboliques qui disent explicitement : *une monnaie locale complémentaire ce n'est pas de l'euro parce qu'une monnaie locale complémentaire ce n'est pas que de l'argent.*

3.2 Mais une monnaie locale complémentaire ce n'est pas que de l'argent : quand la valeur d'usage prend le pas sur la valeur d'échange

Pour protéger la proximité, il s'agit de faire attention à ne pas céder aux sirènes de la circulation (circuler pour circuler).

N'est-ce pas là la leçon que l'on peut extraire de l'histoire du faux billet qui, quand il revient à son premier émetteur, peut être supprimé¹⁰ ? On peut ainsi avancer des coupons imprimés à une association pour qu'elle achète par exemple pour 1000 mlc de jus de fruits. Elle les paie à son fournisseur en mlc et les vend en mlc. Finalement, elle rembourse les mlc avancés à l'aide de ses ventes en mlc. Ces coupons peuvent être éliminés : tout se passe

⁸ <http://www.neweconomics.org/publications/plugging-leaks>

⁹ Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée*, Paris, 2011, p.118.

¹⁰ <http://www.aises-fr.org/261a-videos-en-ligne%20liens.html>



comme s'ils n'avaient jamais existé. Ou, comme si les buveurs de jus de fruit de l'association avaient directement acheté leur jus de fruit au producteur (c'est ainsi que les mlc encaissés par le producteur viennent à être garantis par les euros convertis par les utilisateurs en mlc). La monnaie locale complémentaire a juste fait du lien et a permis à une association sans trésorerie de vendre à prix coûtant du jus de fruit. Le but pour l'association n'est pas de faire un profit mais juste de rendre un service : boire du jus de fruit. De même l'association émettrice de monnaie locale complémentaire a fait l'avance sans prendre aucun intérêt économique mais son intérêt était juste social = faire société : il ne s'agit pas de dire que l'association manquait de liquidités mais juste qu'elle manquait de jus de fruits !

Le point fondamental dans ce circuit n'est pas que le coupon circule mais juste qu'il revienne (Circuler sans revenir, c'est « fuir »). Le lien n'est donc pas dans la circulation du coupon mais dans l'existence d'un circuit, à condition que ce circuit soit bouclé : cette « boucle », ce circuit, c'est le bassin de vie défini par l'annuaire des prestataires. Le circuit est le lieu de proximité, le milieu, dans lequel s'effectue la circulation (économique). Le circuit relie des personnes qui ont des besoins et ce sont ce circuit et ces personnes qu'il s'agit de protéger. De quoi ? D'un argent qui ferait croire que la circulation est une fin en soi ; bien sûr un circuit sans circulation n'aurait aucun potentiel de transformation sociale mais dans une circulation sans circuit local, dans une circulation généralisée (c'est la réalité de l'argent que nous subissons déjà), chacun peut bien voir que l'économie coloniserait toute la vie sociale.

3.3 Mais une monnaie locale complémentaire ce n'est pas que de l'argent : l'intérêt (social) d'être désintéressé (économiquement).

C'est pourquoi, il est important que l'association ne fasse pas « payer » son crédit par un quelconque intérêt. Le remboursement des mlc avancées se fait avec un intérêt (économique) nul ; mais pas sans un intérêt social (non quantifiable, sauf à se demander combien aurait coûté un crédit court).

La proximité à protéger par une monnaie locale complémentaire se circonscrit-elle seulement au côté de la consommation ou doit-elle aussi s'occuper du côté de la production ? A quoi servirait une reprise citoyenne de la monnaie et de ses usages si elle faisait semblant d'ignorer qu'il ne peut y avoir une consommation que s'il y a au préalable une production.



Comment une association de monnaie locale complémentaire peut-elle aider ses prestataires ? Par un fonds de soutien¹¹ à des projets qui remplissent les mêmes critères que ceux qui sont définis dans la convention avec les prestataires.

- Le fonds peut être abondé par les produits de la fonte (voir 3.4) et de la reconversion. Et pour les rendre plus conséquents, on peut y inclure les « rentrées » d'événements organisés par l'association.
- Bien évidemment, cette avance doit se faire au taux le plus bas possible (un taux nul) car il ne s'agit pas pour l'association de s'enrichir mais juste de mutualiser entre adhérents des produits de l'association.

Difficulté 1 : une association porteuse pourra peut-être obtenir un agrément, ou une dérogation, de l'Autorité prudentiel de contrôle, pour devenir une « association de paiement » mais ce n'est pas la même chose qu'une « association de crédit ». Alors que c'est bien cette possibilité de contribuer à financer des investissements solidaires qui pourraient faire venir en nombre des utilisateurs : parce que cela a du sens !

Difficulté 2 : utiliser des produits pour abonder un fonds de soutien ou faire une avance de trésorerie, ce n'est pas la même chose que « fractionner » une partie du fonds de réserve pour financer des investissements solidaires (c'est là une différence forte entre le deuxième âge et le troisième âge d'une monnaie locale complémentaire).

3.4 Mais une monnaie locale complémentaire ce n'est pas que de l'argent : de la fonte à l'usure

Une monnaie locale complémentaire s'appuie sur un « effet de label » (nécessaire mais insuffisant). L'affichette de la monnaie locale complémentaire joue le rôle d'un signe de reconnaissance pour le prestataire à destination des utilisateurs. Ce label affiche : ici, on peut ne pas payer en euro. Mais que reproche-t-on à l'euro en particulier et à l'argent en général ?

L'euro est une *all purpose money* – un argent tous usages –, une monnaie unique européenne qui cumule toutes les fonctions de la monnaie : moyen de paiement et d'échange, réserve de valeur, unité de compte. Avec l'euro, l'argent circule partout, n'importe qui peut acheter/vendre n'importe quel produit. Toujours plus d'échanges économiques, l'échange pour l'échange¹², la circulation pour la circulation : tel est le but de

¹¹ Cette idée a déjà été explorée par l'Abeille de Villeneuve-sur-Lot.

¹² Que l'échange soit nécessaire ne signifie pas qu'il soit suffisant ; qu'il soit un moyen ne devrait pas impliquer qu'il devienne une fin en soi.



l'argent. Laquelle de ses fonctions peut disparaître pour permettre à une monnaie locale complémentaire d'afficher qu'elle n'est pas que de l'argent ? La « fonte » vise à échapper à la possibilité de la thésaurisation.

- Mais il y a dans la « fonte » un fort potentiel de confusion et de tension : d'abord, elle n'est pas une perte de valeur puisqu'elle ne fournit qu'une date au-delà laquelle le coupon doit être revalidé par le paiement d'une vignette.
- Ensuite, elle vise peut-être deux objectifs contradictoires : un objectif mercantile (accélération de la circulation) et un objectif symbolique (refus de la thésaurisation, ce qui n'est pas la même chose que le refus de la spéculation).
- C'est là qu'un projet de monnaie locale complémentaire doit être au clair et se demander ce qu'il veut : **accélérer** la circulation pour favoriser des « **échanges** » qui détricotent le lien social (ça, c'est de l'argent et ceux qui en parlent le mieux, ce sont les économistes) ; ou bien : **freiner** l'accumulation pour favoriser des « **partages** » qui retissent du lien social (ça, c'est de la monnaie et ceux qui en parlent le mieux sont des anthropologues) : justification claire par le fait qu'il n'y a aucune raison que la monnaie ne puisse pas s'user si l'on ne s'en sert pas (plus aucun risque de confusion avec une « perte de valeur » ou avec une « inflation »).

3.5 Faire des choix pour remettre l'économie à sa place et refaire de la place à la société

C'est ainsi qu'une monnaie locale complémentaire peut, contre tout économisme, remettre l'économie à sa place, certes essentielle mais ni la première ni centrale. Que les porteurs de projets, s'ils n'écoutent pas tant les économistes qui ne parlent que d'argent que les anthropologues qui leur parlent de « monnaie » en viennent à faire des choix :

- Entre le partage et l'échange : l'échange se fait entre ceux qui possèdent alors que le partage se fait entre les présents ; même s'ils n'ont pas et surtout s'ils n'ont pas. Dans une version seulement économique des monnaies locales complémentaires, l'échange ne se fait donc qu'entre ceux qui possèdent déjà des euros.
- Sur la taille humaine de la proximité : jusqu'où limiter la taille du bassin de vie ? Quelle taille pour un projet urbain, pour un projet rural, pour tous ces bassins de vie qui ont déjà une identité géographique et culturelle ?
- Assumer une position d'instituant plutôt que de commencer à s'adosser à une institution (qui certes sera un accélérateur en terme de volume et de quantité mais sera un incontestable frein à l'audace politique et expérimentale).



4. De la monnaie qui n'est pas de l'argent

Peut-on en rester à une compréhension et une pratique de la monnaie par ses *fonctions* ou doit-on oser une interrogation sur la *nature* même de la monnaie ; les « mécanismes » présentés dans les deux parties précédentes sont-ils suffisants pour « faire sens » ? Même si l'on veut Comprendre par le Faire, il ne s'agit pas de faire n'importe comment : nous ne savons peut-être pas ce que nous voulons, mais nous savons ce que nous ne voulons pas. Il ne s'agit donc pas sous couvert de relocalisation et d'expérimentation de redonner à un monde qui échoue globalement une chance de se mettre à réussir localement.

Problème 3 : La relocalisation de l'argent permet-elle vraiment d'échapper à sa banalisation ?

Problème 4 : La relocalisation n'ajoute-t-elle pas un risque de féodalisation ?

4.1 Nous devons savoir pourquoi nous ne voulons pas de l'argent

Nous affirmons qu'il faut enrichir l'économie politique de la monnaie par l'histoire¹³ tout autant qu'il faut enrichir l'histoire économique de la monnaie par la politique ; dans les deux cas, il s'agit bien de nier le caractère fondamentalement marchand des phénomènes monétaires, de défendre l'institution monétaire de la société (les pratiques monétaires sont inhérentes à toute société), de voir dans la monnaie un « fait social total » (pour ré-engluer l'économique dans le social).

Quelle joie alors de trouver de quoi alimenter nos intuitions chez un certain nombre d'économistes qui font de l'anthropologie (ou l'inverse) ! Non pas pour proposer une nouvelle théorie économique de la monnaie mais seulement pour nourrir une compréhension politique des monnaies locales complémentaires.

¹³ Jean-Michel Servet, Bernard Courbis, Éric Froment, « Enrichir l'économie politique de la monnaie par l'histoire », in : *Revue économique*, Volume 42, n°2, 1991. pp. 315-338.



« Sans argent, tu es un rien »

« Il faut dire que dans les pays du Papalagui (blanc) il est impossible de rester sans argent ne serait-ce qu'une fois du lever jusqu'au coucher du soleil si tu n'as absolument pas d'argent tu ne peux ni assouvir ta faim ni étancher ta soif tu ne trouveras pas de natte pour la nuit... Sans argent tu es en Europe un homme sans tête sans membre un rien ».

Touivavii, chef aux îles Samoa (Polynésie)¹⁴.

Payer, ce n'est pas toujours échanger

Dans un livre consacré aux origines de la monnaie¹⁵, l'anthropologue Alain Testart explique clairement comment l'argent, intermédiaire technique de l'échange, devient un objet de désir pour tous. Et comment, du coup, c'est l'objet acheté par l'argent qui est *préféré*. Aristote nommait cela la « chrématistique » ; aujourd'hui, c'est le « capitalisme », dans lequel l'argent est, de tous les biens proposés à l'échange, le préféré.

En effet : il ne suffit pas de dire qu'avec l'argent d'un bien A vendu, je vais pouvoir acheter un bien B. Il faut comprendre que je ne vais *avoir l'idée* ou le désir de vendre un bien A (*pourquoi* vendre ?) que parce que je sais que l'argent que j'en tirerai sera accepté par le vendeur d'un bien B que je veux acquérir. La « non-coïncidence des désirs » suffit à écarter la solution d'un échange direct sous forme de troc.

Pourquoi critiquer l'argent par sa banalisation ?

L'économiste Jean-Michel Servet a fourni récemment une critique pertinente du nouveau capitalisme en reliant le sommet de la financiarisation généralisée, sommet qui est constitué par l'expansion irrépessible de la spéculation – quand un second étage est celui de l'intermédiation des paiements et des transferts (en particulier le *mobile banking*) – à « la base de la financiarisation [qui] est une expansion considérable de la monétarisation, du fait d'une banalisation de l'argent et d'une marchandisation à travers toute la planète des conditions mêmes de reproduction des ménages et des micro-entreprises¹⁶ ».

Une telle « banalisation de l'argent » oublie que la monnaie est d'abord un « lien »¹⁷ qui nous réunit les uns et les autres au sein d'un milieu de vie. Il va s'agir alors précisément

¹⁴ Cité en exergue de l'Epilogue de Jean-Michel Servet, *Nomismata*, PU de Lyon, 1984, page 169.

¹⁵ *Aux origines de la monnaie*, sous la direction d'Alain Testart. Editions errance (2001).

¹⁶ Jean-Michel Servet, *Le grand renversement*, Desclée de Brouwer, Paris, 2010, page 79.

¹⁷ Jean-Michel Servet, *Les monnaies du lien*, PU de Lyon, Lyon, 2012.



de ne pas rompre ce lien : Dette= devoir=obligation=ligature=lien (c'est pourquoi la tradition voulait qu'en offrant un couteau, on y ajoute une pièce de monnaie, « pour ne pas couper le lien »).

Ce qui fournit une raison fondamentale pour préférer les monnaies du lien à l'argent liquide qui circule : *nous devons préférer des sociétés avec dettes que des sociétés sans dettes*. Une société dont les membres peuvent se libérer de leurs dettes par le paiement ne prend-elle pas le contrat pour modèle de lien social : comme si une société était d'abord un « tas d'individus » qui se relie entre eux en passant des contrats et en échangeant sur des marchés des surplus qu'ils auraient spontanément produits (parce le « toujours plus » serait un « invariant culturel » !) ?

Depuis les travaux de Karl Polanyi, nous savons que le capitalisme passe par la marchandisation de la monnaie sous la forme de l'argent : qu'avant d'être un mobile pour le gain, la monnaie est une traite tirée sur la société afin de rendre à chacun ce qu'il lui offre. Jean-Michel Servet a explicitement montré l'unité structurelle – au global comme au local – d'une finance généralisée qui s'appuie sur la banalisation de l'argent : et c'est ainsi que l'on en vient à oublier une économie de la subsistance au seul profit d'une économie du gain.

Si, en suivant John Holloway dans *Crack capitalism*, nous refusons de fabriquer le capitalisme, alors nous devons refuser de répéter la banalisation de l'argent, en particulier en la renforçant par nos monnaies locales complémentaires. Autrement dit, si les monnaies locales complémentaires doivent avoir une vertu résiliente, ce ne doit pas être pour sauver l'euro mais pour conserver et protéger nos vies de proximité. De ce point de vue, un projet de monnaie locale complémentaire peut être une « brèche ».

4.2 Tisser du lien social

Pour les projets de monnaie locale complémentaire, il nous semble que de nouveaux embranchements peuvent naître de cette distinction entre monnaie (du partage) et argent (de l'échange). Cette piste revient à défendre l'hypothèse que c'est la mutualisation sociale des dettes qui fait le lien social : que si l'argent peut avoir pour fonction de liquider les dettes, et par contrecoup, de rendre invisible la « dette de vie » comme lien social par excellence, voire d'en assumer le déni, alors il est au contraire dans la nature même de la monnaie de servir à manifester les dettes.

- **Fonds de réserve.** Beaucoup de porteurs de projet refusent de comprendre le fonds de garantie comme un fonds de réserve. L'argument du refus de sa fracturation revient à prétendre que chaque unité de monnaie locale



complémentaire en circulation devrait être garantie par son équivalent en euros déposés sur un compte épargne géré par une institution bancaire (la Nef est l'établissement recommandé). Cette « garantie » n'est donc au fond que celle de l'euro. La confiance à moyen terme en l'avenir de cette monnaie officielle est-elle suffisante pour réellement garantir ? En cas d'effondrement de l'euro, on ne voit pas en quoi un fonds de garantie en euros pourrait davantage garantir qu'un fonds de réserve dont une partie est investie dans des projets réels. A partir de ce dernier raisonnement, ne faudrait-il pas en déduire que le fonds de réserve serait mieux garanti s'il en était fait un usage local ? Par exemple, en affectant une certaine part au financement de micro-projets productifs, trop peu productivistes pour les banques officielles mais substantivement productifs pour un bassin de vie au point de justifier l'engagement d'une partie du fonds de réserve sous forme de capital-risque, sur le modèle des Cigales ? N'est-ce pas là le cas du projet de financement d'un butteuse à traction animale pour un maraîcher du projet de la Mesure de Romans ?

- **Une autre comptabilité.** Et en cas de non-remboursement du capital investi, que devient la perte ? C'est là que la différence entre « argent » et « monnaie » peut accéder à sa plus grande visibilité. Du point de vue de l'« argent », il y a là un « trou », une perte et dans une société conçue comme un « tas d'individus » la seule voie de recours semble être de se retourner contre l'individu mauvais payeur. Du point de vue de la « monnaie », il n'y a pas là une perte mais une occasion de manifester concrètement la mutualisation des dettes. Pure naïveté ? Mais c'est déjà ce qui se passe au sein d'une Amap quand pour des raisons climatiques le maraîcher ne peut pas assurer la livraison du panier. Lui demande-t-on alors de rendre les chèques ? Pas du tout, la perte est mutualisée entre les membres de l'Amap.
- **Immobiliser le fonds de réserve.** C'est une idée de François Plassard. Pourquoi ne pas utiliser une partie du fonds de réserve pour acheter des terres agricoles ? Ces terres seraient alors une garantie on ne peut plus matérielle pour les monnaies locales complémentaires en circulation. Et en cas d'effondrement de l'euro, les mlc seraient matériellement garanties.
- **Convertibilité et monnaie gagée.** L'usage du fonds de réserve pour financer des investissements solidaires et des immobilisations doit-il avoir un seuil ou bien, degré par degré, faut-il souhaiter qu'une monnaie locale complémentaire soit complètement dégagée d'une monnaie officielle, en l'occurrence aujourd'hui une « monnaie unique », l'euro ? L'enjeu de cette question est la signification des « alternatives ». Le danger en est la sécession, ou le féodalisme monétaire. Nous pensons que l'indépendance d'une monnaie locale complémentaire serait une



fausse-bonne idée. Ce que nous reprochons à l'argent, c'est bien son goût pour la « liquidité » (par opposition à la « solidarité » comme valeur d'une « monnaie » locale complémentaire), son désir de circuler pour circuler, de s'échanger pour s'échanger. Une monnaie sans convertibilité, n'est-ce pas le rêve hayekien du néolibéralisme, celui du *free banking* ? Si les monnaies locales complémentaires veulent tenir le cap politique de s'opposer à la financiarisation généralisée, la voie d'une totale inconvertibilité (= une totale indépendance) semble donc une impasse. Ce qui signifie qu'une construction démocratique devra avoir lieu au sein de chaque projet pour déterminer la part du fonds de réserve qui pourrait être investie en capital solidaire, la part qui pourrait être immobilisée en terres agricoles et la part qui devrait rester convertible.

- **Pour une monnaie commune fondante sur laquelle gager nos monnaies locales complémentaires.** Mais alors, si nous poussons l'hypothèse un peu plus loin, sur quel type de monnaie faudrait-il gager nos monnaies locales complémentaires ? Les monnaies locales complémentaires ne devaient-elles pas rester gagées sur une « monnaie commune » (dont la mission ne serait pas d'aligner par le bas sur le plus petit dénominateur commun mais au contraire de fournir un instrument réel de péréquation entre des bassins de vie qui, faute d'accepter de tels liens exogènes d'interdépendance, tomberaient dans le piège du féodalisme monétaire) ? « Le plus important, toutefois, sera de veiller à ce que l'existence inévitable d'une monnaie d'échange nationale – voire internationale – ne conduise pas à réamorcer cette accumulation privée du capital qui pourrait rendre à nouveau possible l'exploitation de l'homme par l'homme et, donc, la réapparition des inégalités et des injustices les plus indécentes. L'une des solutions les plus intéressantes de ce point de vue, est sans doute celle de la "monnaie fondante".¹⁸ »
- **Pour une réelle complémentarité des monnaies locales complémentaires : recloisonner les monnaies.** Mais en quoi de telles monnaies locales complémentaires, qui seraient véritablement de la « monnaie » (et non pas de la « monnaie de singe » qui se complairait à « singer » l'argent), qui seraient véritablement « locales » (au sens où c'est la proximité qu'il s'agirait de conserver et de protéger dans une « économie substantive de proximité ») seraient-elles vraiment « complémentaires » ? Parce qu'elles pourraient s'articuler à d'autres expérimentations monétaires.

¹⁸ Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée*, page 118.



- Nous pensons d'abord aux projets d'Accorderie. En étant des monnaies-temps, ces projets peuvent résoudre le problème de ceux qui n'ont pas d'euros à apporter dans l'échange monétaire. Mais ils peuvent « partager » leurs savoirs et leurs services.
- D'autant que les Accorderies peuvent être la voie pour rémunérer le bénévolat, pas seulement au sein de l'Accorderie, mais aussi au sein de toutes les associations qui seraient liées par un accord de mutualisation au sein d'un même bassin de vie (c'est ainsi que pourrait être fédéré l'existant dans une visée de transition).
- Les Cigales (Clubs d'investisseurs locaux au service du développement d'entreprises solidaires) pourraient aussi être associées à des monnaies locales complémentaires.
- Bruno Théret a osé proposer que nous puissions « payer » nos impôts en « monnaie-temps fiscale »¹⁹, en envisageant une « hybridation spécifique du modèle des banques du temps avec celui des monnaies locales complémentaires ».
- Pourquoi ne pas envisager aussi le versement d'une partie d'un revenu inconditionnel (RI) en monnaie locale complémentaire²⁰ ? Pour éviter les « dommages » que pointe Baptiste Mylondo si l'ensemble du revenu inconditionnel était versé en gratuités – fléchage, flicage et gaspillage – on pourrait très bien imaginer que seuls les biens non-rivaux seraient « gratuits » mais que les deux autres parts d'un RI seraient versés partie en monnaie locale complémentaire (on pourrait ainsi avoir fléchage sans flicage ni gaspillage), partie en monnaie commune fondante.

Arrêtons-là, nous croyons avoir suffisamment *critiqué et défendu* les projets de monnaie locale complémentaire.

¹⁹ Bruno Théret, *Réduction du temps de travail, démocratie participative et monnaie-temps*, http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/monnaies_temps_bruno_theret_fr_.pdf, Institut Veblen, décembre 2012.

²⁰ Michel Lepasant, « Considérer ensemble RI et monnaie locale », *Mouvements*, n° 73, Printemps 2013.



Fondamentalement, nous nous sommes demandé : de quoi manquons-nous ? Manquons-nous de lien social ou de liquidité ? La solution peut-elle être de l'« argent », même en le relocalisant, alors que le problème, c'est l'« argent » ?

Pour autant la distinction entre « argent et « monnaie » nous évite de tomber de Charybde en Sylla : nous défendons l'institution monétaire de la société ; ce qui signifie que nous ne rêvons pas du tout d'une société sans monnaie. Tout au contraire, nous pensons avoir plaidé pour des sociétés avec deS monnaieS : des monnaies complémentaires, mais aussi une monnaie commune fondante.

Avec quelle légitimité ?

Les expérimentations sociales en général et les expérimentations monétaires en particulier n'ont pas besoin pour assurer leur légitimité politique de justifier qu'elles *préfigureraient* déjà les mondes que nous voulons voir réaliser demain. Nous n'avons besoin ni de faire ni de croire à telles promesses.

Nous nous contentons d'expérimenter des projets de monnaie locale complémentaire pour démolir tous ces murs d'illusions que le monde de l'argent a bâtis pour nous enfermer dans les prisons d'une société liquide sans solidarité.

Car si un jour, occasion politique nous était donnée de construire d'autres mondes possibles, nous serions immédiatement prêts à relever nos manches, sans avoir besoin du travail préalable de déconstruction de l'imaginaire monétaire : nous l'aurions fait.